

L'impact de la crise de 1929

Introduction

Après la Première Guerre mondiale, l'Europe n'est plus le centre de l'économie mondiale. Les États-Unis deviennent la première puissance économique grâce à leur croissance rapide et à leur rôle d'« usine du monde ». L'industrialisation massive et l'essor des techniques modernes permettent de produire toujours plus, et le marché américain, ainsi que l'Europe encore affaiblie, absorbent une partie de cette production. Cependant, cette prospérité est fragile et va être brutalement interrompue en 1929, avec l'éclatement de la Grande Dépression, considérée comme la plus grave crise économique du XXe siècle.

I. Les causes et le déclenchement de la crise

1. La surproduction

Dans les années 1920, l'industrie et l'agriculture américaines produisent en grande quantité. Les usines fabriquent automobiles, machines, textiles et appareils électriques, tandis que les fermes cultivent plus que ce que le marché peut absorber. Les salaires stagnent et les consommateurs ne peuvent acheter qu'une partie de cette production. L'Europe, qui se relève progressivement de la guerre, achète également moins. En conséquence, les prix agricoles s'effondrent : le blé et le maïs se vendent parfois moins cher que le coût de production. Les entreprises industrielles, elles, accumulent des stocks invendus, provoquant des pertes et des licenciements. C'est ce déséquilibre entre l'offre et la demande que l'on appelle la surproduction.

2. La spéculation boursière

La spéculation boursière amplifie la crise. De nombreux Américains achètent des actions à crédit en espérant réaliser des gains rapides. La valeur des actions augmente artificiellement, formant une bulle. Lorsque les premiers signes de ralentissement apparaissent dans l'économie, les investisseurs paniquent et vendent massivement leurs actions. Le jeudi 24 octobre 1929, appelé « jeudi noir », marque le début de la chute de Wall Street. Le mardi 29 octobre, appelé « mardi noir », la panique culmine avec l'effondrement massif de la Bourse. Des millions d'investisseurs perdent toutes leurs économies du jour au lendemain.

3. La crise devient globale

La crise touche alors tous les secteurs aux États-Unis. L'industrie connaît une vague de faillites, notamment dans la métallurgie et l'automobile. L'agriculture est frappée par l'effondrement des prix et la destruction de récoltes. Les banques se retrouvent en difficulté, certaines font faillite, et les clients ne peuvent plus rembourser leurs crédits. Le

chômage explose : en 1933, il atteint environ 25 % de la population active. Cette crise devient donc **industrielle, agricole, bancaire et sociale** à la fois.

II. La propagation de la crise et ses conséquences

1. D'une crise américaine à une crise mondiale

La crise se propage rapidement dans le monde entier en raison de l'interconnexion des économies. Les États européens, endettés auprès des États-Unis pour financer la Première Guerre mondiale et la reconstruction, sont frappés lorsque les capitaux américains sont rappelés, notamment en Allemagne où les prêts américains étaient essentiels pour payer les réparations. La loi protectionniste américaine Hawley-Smoot de 1930, qui augmente fortement les droits de douane, bloque le commerce international. L'Amérique latine, dont l'économie repose sur l'exportation de matières premières vers les États-Unis et l'Europe, est particulièrement touchée par la baisse de la demande et des prix, entraînant une récession sévère dans la région. Même le Japon et certaines colonies européennes subissent les effets de cette crise mondiale.

2. Les conséquences économiques, sociales et politiques

Sur le plan économique, les faillites se multiplient et le commerce international s'effondre. Les banques ferment, les entreprises déposent le bilan et les monnaies sont dévaluées pour favoriser les exportations, comme la livre sterling en Grande-Bretagne. Sur le plan social, le chômage atteint des niveaux historiques : 25 % aux États-Unis, environ 15 % au Royaume-Uni et jusqu'à 20 % en Allemagne. Les populations pauvres sont les plus touchées, et les images de files devant les bureaux d'emploi ou les soupes populaires deviennent fréquentes. Des manifestations de « casseroles vides » ont lieu aux États-Unis pour protester contre la faim. Sur le plan politique, la crise fragilise les démocraties : elle favorise la montée de régimes autoritaires en Europe et en Amérique latine, tandis que la France et les États-Unis parviennent à maintenir leurs institutions démocratiques.

III. Les réponses à la crise

1. Les premières mesures d'austérité

Au début, de nombreux gouvernements adoptent des politiques d'austérité : réduction des salaires, limitation des dépenses publiques, coupes dans les budgets sociaux. Ces mesures se révèlent inefficaces et aggravent le chômage et la misère des populations, accentuant le mécontentement social.

2. Le New Deal aux États-Unis

À partir de 1933, Franklin Roosevelt met en place le New Deal, une politique économique inspirée de l'économiste John Maynard Keynes. L'État intervient pour soutenir l'économie : il accorde des aides aux entreprises et aux agriculteurs, lance de grands travaux publics pour lutter contre le chômage, crée un système de sécurité sociale incluant retraites et assurances, et dévalue le dollar pour stimuler les exportations. Le New Deal marque ainsi la naissance de l'État providence et constitue une adaptation du capitalisme aux crises économiques.

3. Le Front populaire en France

En 1936, la victoire du Front populaire conduit Léon Blum à négocier avec les syndicats et les patrons les accords de Matignon. Ces accords instaurent la semaine de 40 heures, augmentent les salaires, reconnaissent le droit syndical et donnent deux semaines de congés payés. Ces mesures permettent d'améliorer les conditions de vie des travailleurs, de réduire les tensions sociales et de relancer la consommation intérieure.

Conclusion

La crise de 1929 constitue un tournant majeur de l'histoire économique et politique du XXe siècle. Partie des États-Unis, elle se propage dans le monde entier et fragilise la démocratie dans certains pays, tout en favorisant la montée de régimes autoritaires. Elle remet en question le libéralisme économique classique et ouvre la voie à une nouvelle conception de l'économie, où l'État joue un rôle central pour réguler le marché et protéger les populations. La Grande Dépression marque ainsi la naissance d'un capitalisme plus régulé et d'un État providence dans plusieurs pays.